

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

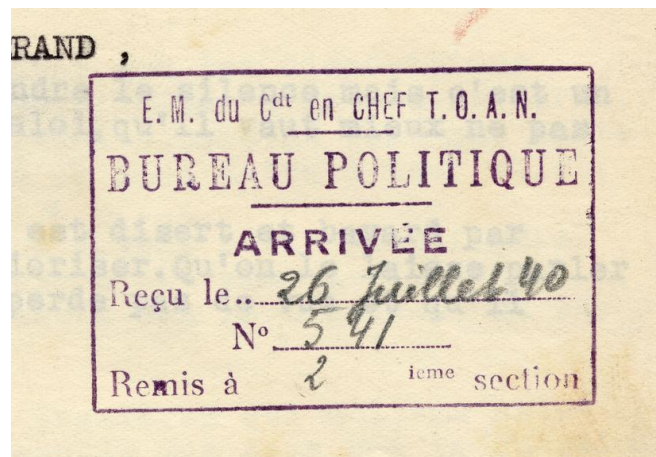
DIRECTION DES ARCHIVES

CENTRE DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES DE NANTES

Protectorat français au Maroc

Archives du Bureau politique
de l'état-major du théâtre d'opérations
de l'Afrique du Nord (TOAFN)

Septembre 1939–Juillet 1940



8MA/1/1–5

Répertoire numérique

Nantes, juin 2012

En couverture : timbre du courrier « arrivée » au bureau politique.

CONTEXTE

Origine

Les archives décrites dans le présent instrument de recherche proviennent du bureau politique de l'état-major du théâtre d'opérations de l'Afrique du Nord (TOAFN).

Histoire administrative

Au moment où la France et son empire entrent dans la Seconde Guerre mondiale, le commandement en chef des troupes en Afrique du Nord est assuré par le résident général de France au Maroc, le général Charles Noguès. Soucieux de contrôler les retombées du conflit sur les populations locales, celui-ci décide, le 4 septembre¹, de pourvoir son état-major d'un bureau politique « *chargé spécialement des questions indigènes qui intéresseraient, en cas d'hostilités en Afrique du Nord, la conduite des opérations : action politique en Libye, état d'esprit des populations indigènes nord-africaines* »², mais aussi informations sur l'islam et l'Orient, et organisation des forces supplétives.

Il en confie la direction à un collaborateur déjà éprouvé : le lieutenant-colonel Augustin Guillaume, qui deviendra par la suite résident général de France au Maroc. Ancien chef d'état-major du groupe mobile du Tadla durant la pacification du Maroc, puis commandant du cercle d'Azilal, Guillaume fait partie des proches de Noguès, qui l'appelle auprès de lui en 1936, d'abord à l'état-major du Conseil de guerre, puis à la résidence générale à Rabat.

Le bureau politique se divise en quatre sections :

- 1re section = section Libye (action politique sur les confins libyens)
- 2e section = section Afrique du Nord
- 3e section = section Islam Orient
- 4e section = forces supplétives

La première section est confiée au capitaine de corvette Robert Montagne, directeur du Centre des hautes études d'administration musulmane, et spécialiste des berbères marocains. La deuxième section est confiée au chef de bataillon Pierre Terrier, ancien commandant militaire du territoire de Ghardaïa, en Algérie, affecté au Affaires indigènes du Maroc en août 1939 avant de rejoindre Alger. La troisième section est confiée au capitaine Évariste Lévi-Provençal, directeur de l'Institut des hautes études marocaines et spécialiste des questions d'islam méditerranéen. La quatrième section est confiée au capitaine des Affaires indigènes Sifroy Aunis, précédemment affecté à la direction des Affaires politiques du Maroc, et qui sera le dernier chef de corps des goums marocains en 1956.

Début mars 1940, on compte au bureau politique dix secrétaires ou dactylographes militaires, et quatre plantons. L'ensemble de ce personnel tient dans deux bureaux divisés en six compartiments.

D'autres collaborateurs sont parfois mis à contribution, comme les professeurs de la Faculté des lettres d'Alger Robert Ricard, envoyé en mission au Maroc, et Jean Despois, en mission en Tunisie.

L'action du bureau politique est immédiate. Après les formalités de recrutement de l'équipe et de liaison avec les partenaires militaires et civils, le bureau est en mesure, dès la mi-septembre

¹ Note de service no 1/BP du 6 septembre 1939. En réalité, l'équipe commence à se constituer dès la mobilisation, autour de personnes affectées à l'état-major du théâtre d'opérations d'Afrique du Nord : le lieutenant-colonel Guillaume, futur chef du bureau politique, qui arrive à Alger le 28 août; les capitaines Montagne et Lévi-Provençal, qui arrivent à Alger le 2 septembre.

² Lettre no 192/BP du 8 septembre 1939 adressée au ministre de la Défense nationale et de la Guerre, précisant les attributions du bureau politique.

1939, d'envoyer ses officiers en mission³ et de délivrer ses premières notes d'information. D'emblée, les préoccupations qui dominent sont la collecte des renseignements, l'organisation du front tuniso-libyen, l'organisation des goums et la formation des officiers des Affaires indigènes. L'enjeu est en grande partie d'ordre politique : il s'agit de consolider la place de la France en Afrique du Nord, par toutes sortes de moyens, tels que le tract préparé pour être répandu en Libye en cas de conflit avec l'Italie — supposé imminent. Début février, c'est une notice secrète sur la Libye qui est diffusée en plusieurs centaines d'exemplaires, destinée « à fournir aux commandants de troupes qui seraient appelés à opérer en Libye, en cas de guerre avec l'Italie, une documentation sommaire sur le pays, ses habitants, ainsi que sur les principales questions d'ordre politique, économique et militaire qui s'y posent ». Au mois de mars, le bureau politique fait imprimer 2000 exemplaires d'une *Notice sur les mouvements indigènes en Afrique du Nord*, destinée à « faciliter la tâche des autorités militaires chargées de veiller sur le moral des troupes indigènes de l'Afrique du Nord ».

L'organisation du bureau politique évolue peu durant la courte période couverte par ses archives. L'attention portée à la presse justifie la création en son sein, début novembre 1939, d'un service de dépouillement de la presse arabe. Le 4 février 1940, le commandant Terrier, chef de la section d'Afrique du Nord, quitte l'Algérie pour la France, où il a obtenu un commandement. Il ne sera remplacé qu'avec l'arrivée du capitaine Édouard, du 3e spahis marocain, le 25 avril. Le principal changement tient au remplacement du lieutenant-colonel Guillaume, nommé sous-chef de l'état-major du TOAFN⁴, par le commandant Montagne, à la mi-avril 1940.

La date à laquelle disparaît le bureau politique n'apparaît pas dans le fonds. Les derniers enregistrements du courrier s'interrompent le 4 août 1940, sans raison apparente.

Histoire de la conservation

Les archives du bureau politique du TOAFN, constituées à Alger, ont été transportées au Maroc durant la Seconde Guerre mondiale, peut-être lors du départ du colonel Guillaume nommé à la direction des Affaires politiques de la résidence générale de France à Rabat. Elles ont été jointes aux archives de la DAP, qui deviendra la direction de l'Intérieur à la fin de la guerre, et rapatriées avec elles au Centre des archives diplomatiques de Nantes.

À son arrivée à Nantes, le fonds se présentait sous forme de cinq liasses non contiguës portant les numéros 132 à 135 et 863 de la série Direction de l'Intérieur.

Modalités d'entrée

Versement administratif de l'ambassade de France au Maroc.

³ Au mois de septembre 1939, E. Lévi-Provençal part en mission en Algérie, puis au Maroc du 23 au 26 septembre. Robert Montagne va en Tunisie du 28 septembre au 2 octobre. Le colonel Guillaume va au Caire, à Beyrouth et à Malte du 2 au 8 octobre, pour accompagner le général Dillon, chef de la mission militaire britannique en Afrique du Nord. Etc.

⁴ Le TOAFN compte alors trois sous-chefs d'état-major : les lieutenants-colonels Gross, Guillaume et Baufine-Ducrocq, avec une tutelle respective sur les 1er, 2e et 3e bureaux.

Présentation du contenu

On distingue dans les archives du bureau politique trois ensembles inégaux : quatre cartons de collections de la correspondance, à l'arrivée et au départ ; quelques dossiers de collections de bulletins de renseignements, en majorité rédigés par le bureau politique, ou, dans une moindre mesure, reçu par lui; et enfin, trois dossiers plus thématiques, même si l'un d'entre eux porte l'appellation de « Notes de renseignements divers ».

Le fonds est assurément lacunaire. Il arrive qu'un classement chronologique remplace, dans certains cas, les dossiers thématiques habituellement produits par une administration, mais ce n'est pas le cas ici. En effet, le chrono du courrier au départ contient de nombreux bordereaux d'envoi non accompagnés de leur pièce jointe. De plus, plusieurs documents du chrono sont remplacés par un fantôme indiquant que le document figure « dans la chemise du colonel ». Enfin, la numérotation qui figure sur les documents à l'arrivée, formée d'un numéro d'ordre et du numéro de la section chargée du traitement, suppose l'existence d'un cahier d'enregistrement voire d'un fichier, qui ont aujourd'hui disparu.

Quoique d'un volume modeste, ces archives apportent cependant un témoignage essentiel sur la période où l'administration d'Afrique du Nord organise la résistance à l'ennemi nazi et italien, avant de se plier aux ordres du gouvernement de Vichy. Malheureusement, le courrier départ s'arrête au mois d'avril 1940 et ne permet pas de connaître les réactions du bureau politique durant la bataille de France et après l'armistice. La collection du courrier arrivée contient en outre de très nombreux bulletins de renseignements provenant de toute l'Afrique du Nord, notamment du capitaine d'Arcimoles, officier orientaliste au Caire.

Un autre intérêt de ces archives est de mettre en présence des personnalités de haut vol. Ce sont tout d'abord des militaires appelés à jouer un rôle essentiel dans l'avenir de l'Afrique du Nord, tels le général Juin, sous-chef d'état-major, et le colonel Guillaume, qui deviendront quelques années plus tard résidents généraux au Maroc, mais aussi le général Noguès, pressenti par De Gaulle pour devenir le chef de file de la résistance en Afrique du Nord. Ce sont aussi des intellectuels dont le parcours a été remarqué bien au-delà de la guerre : l'orientaliste Robert Montagne, dont les conceptions ont durablement marqué les fonctionnaires des Affaires indigènes, ou encore l'historien Lévi-Provençal, qui sera professeur à la Sorbonne à l'issue de la guerre, et dont les ouvrages sur *Les Historiens des chorfa* ou sur *L'Espagne musulmane au XXe siècle* sont davantage connus que ses observations sur la propagande franquiste en milieu musulman.

C'est également durant cette période que se dessinent les possibilités offertes par le renforcement des goums pour assurer des missions de guerre⁵. Et lorsque l'armistice aura imposé la réduction des effectifs armés, le colonel Guillaume, de retour à Rabat, défendra et obtiendra la mise à l'abri des goums marocains maquillés en force auxiliaire de façon à échapper aux quotas. Si la déposition du sultan Sidi Mohamed en 1953 par le tandem Juin-Guillaume a laissé un souvenir amer, la détermination du chef du bureau politique à défendre les goums aura pour conséquence l'engagement des troupes marocaines dans la campagne d'Italie et la libération de Strasbourg.

À noter enfin, parmi les documents relatifs à l'organisation des goums, des informations sur la formation des officiers d'Affaires indigènes : les volumes et la nature des cours de perfectionnement, la bibliographie à recommander dans les corps de troupes nord-africaines, etc.

⁵ Voir notamment la dépêche no 8574/BP du 6 février 1940 adressée au Président du Conseil, au sujet de l'organisation des goums de formation algériens et tunisiens.

Tris, éliminations, sort final

Au cours du reclassement au CADN, seuls les documents en double ont été éliminés, correspondant à 5 cml de bulletins de renseignement.

Un carton de bulletins de renseignement a été extrait car, analysé sur l'inventaire comme appartenant au bureau politique, il provient en réalité des archives de la direction des Affaires politiques (puis direction de l'Intérieur). Il a été intégré dans la sous-série Renseignements et presse, et peut désormais être consulté sous la cote 1MA/280/120 bis.

Accroissement

Fonds clos.

Mode de classement

Le classement d'origine, essentiellement chronologique, a été conservé. Les lettres à l'arrivée sont donc séparées de leur éventuelle réponse. De fait, le bureau politique fonctionnait moins comme une administration de guichet que comme un service de synthèse politique. Ses échanges avec l'extérieur tiennent majoritairement à la collecte de renseignements, que suit, quelques jours ou semaines plus tard, la diffusion d'une note d'information.

CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION**Conditions d'accès**

Archives publiques. Fonds entièrement communicable.

Conditions de reproduction

Libre reproduction pour un usage personnel.

Langue et écriture des documents

Français.

SOURCES COMPLEMENTAIRES**Sources complémentaires**

Voir les bulletins de renseignement du TOAFN intégrés dans la série Maroc, Direction de l'Intérieur, Renseignements et presse, art. 120 bis (cote : 1MA/280/120 bis).

Pour l'action militaire du colonel et futur général Guillaume, voir les archives du Service historique de la Défense, en particulier les archives privées du général Guillaume (cote : FRSHD_1K/343/1-10) et la série 3H.

CONTROLE DE LA DESCRIPTION**Instrument de recherche**

Répertoire numérique par Damien HEURTEBISE, conservateur en chef du patrimoine, Nantes, juin 2012

Inventaire

Courrier

8MA/1/1–3 Courrier à l'arrivée : collection chronologique.

- 1 1939 (29 août–17 décembre)
- 2 1940 (4 janvier–30 avril)
- 3 1940 (1er mai–4 août)

8MA/1/4 Courrier au départ : collection chronologique.
1939 (5 septembre)–1940 (30 avril)

Bulletins de renseignement

8MA/1/5 Bureau politique du TOAFN : bulletins d'informations no 1 à 39 et 43 (9 septembre 1939–7 juillet 1940); rapports d'armée : rapports sur la situation en Afrique du Nord (14 février–15 mai 1940).⁶
2e bureau du TOAFN : bulletins d'information du QG du TOAFN (1er octobre–1er décembre 1939).
Cabinet du chef d'état-major du TOAFN : bulletin d'informations générales de quinzaine no 1 (1er octobre 1939).

Dossiers généraux

« Notes de renseignement divers » :

- « Évolution du régime municipal marocain », par M. Girardière, contrôleur civil du Maroc (juin 1939)
- « L'évolution indigène et les partis politiques français en Oranie », par M. Didelon (juillet 1939)
- « Notice sur le Caucase », par le 2e bureau du TOAFN (mars 1940)⁷
- « L'accord d'Ankara vu de Tunisie » (23 octobre [1939])
- « La question du recrutement des travailleurs en Algérie » [5 mars 1940]

Action espagnole dans les possessions françaises (Oranie, Moyen-Orient, etc.) : notes et bulletin de renseignement (22 novembre 1939–11 avril 1940).

Action politique à mener en Lybie, Tunisie et Algérie : correspondance avec le général commandant les fronts tunisiens (30 mai 1934–10 mai 1940).⁸

⁶ Voir aussi les bulletins et notes du bureau politique contenus dans la collection du courrier au départ, notamment les « Feuilles d'observations sur la presse et la radio étrangères ».

⁷ Avec une carte de la Géorgie et du Caucase (relief et vie économique).

⁸ La Section d'information du Sud (sis), créée en mai 1939 au sein des troupes tunisiennes et momentanément appelée « Section Lybie » en septembre 1939, a été définie par la lettre du résident général de France à Tunis no 558 DNT/36 du 11 mai 1939. Dirigée par le capitaine Lewden de la section d'outre-mer de l'état-major de l'armée, elle avait pour mission « la mise au point de la documentation nécessaire à la préparation d'une action éventuelle d'ordre militaire et d'ordre politique en Lybie ».